



EURO-MEDITERRANEAN PARLIAMENTARY ASSEMBLY



Committee on Political Affairs, Security and Human Rights

Compilation of the contributions of the co-rapporteurs

Theme 1

"The Barcelona Process: Union for the Mediterranean - what added value for the development in the Mediterranean region?"

Co-Rapporteurs:

Mr. Hans Raidel -Germany

Mr. Rosario Giorgio Costa - Italy

Mr. Mohamed-Kamel Rezgui - Algeria

Mr. Raimon Obiols i Germa - European Parliament, Spain

1. Contribution of M. Hans Raidel: (this text has been transmitted to us in French and in German)

Le commerce et la coopération économique ont dès l'Antiquité contribué à forger les relations entre les deux rives de la Méditerranée et y ont imprimé leur marque. Dans les circonstances actuelles, cette manière d'agir pacifique et conforme aux intérêts communs doit être considérée plus que jamais comme un modèle d'inspiration pour les rapports tant entre le bord méridional et le bord septentrional qu'entre les États riverains du Sud de la Méditerranée les uns avec les autres. Sous l'égide commune de l'Union pour la Méditerranée, il est de bon principe de mettre des projets concrets en face des grandes visions, voire de préférer ceux-ci à celles-là.

Cette union régionale ne serait cependant pas un vrai projet politique si elle n'allait pas au-delà de l'échange brut. Sa valeur ajoutée dépendra pour une bonne part de sa capacité à faire avancer aussi des valeurs qui ont une grande importance pour le développement économique des États.

1. Valeurs et valeur ajoutée : un cadre commun

1.1. Importance des droits de l'homme pour le développement économique

La démocratie, la transparence et la sécurité de la situation sociale ont une grande importance pour le développement économique. L'économiste Amartya Sen s'est notamment distingué par des études où il est s'est efforcé de démontrer que progrès économique et liberté vont de pair et sont pour ainsi dire une seule et même chose. Il y a dix ans, ses travaux sur l'économie du bien-être et sur la théorie de l'économie du développement ont été couronnés par le prix Nobel d'Économie. L'approche de notre collègue du Parlement européen Pasqualina Napolitano est judicieuse et fondée, qui veut qu' « une véritable intégration territoriale et économique (...) [ne

soit] possible que si des progrès concrets ont lieu [...] en matière de démocratie et de droits de l'homme. »¹

1.2. Se fonder sur l'expérience du processus de Barcelone

Pour apporter une valeur ajoutée au développement régional, l'Union pour la Méditerranée doit se fonder sur l'expérience acquise dans le cadre du processus de Barcelone. Cela vaut aussi relativement aux droits de l'homme et aux exigences de l'État de droit.

Le Processus de Barcelone a déjà visé au renforcement de la démocratie et du pluralisme politique à travers le soutien à la participation de la société civile à la vie politique. Dans la Déclaration de Barcelone de 1995 furent mis en avant des valeurs et des principes au respect et à l'application desquels les États partenaires s'étaient engagés, en particulier relativement à la démocratie, aux droits de l'homme et aux exigences de l'État de droit.

Dans sa communication du 21 mai 2005 intitulée « Donner une nouvelle impulsion aux actions menées par l'UE dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratisation, en coopération avec les partenaires méditerranéens - Orientations stratégiques », la Commission a recommandé que l'Union veille « à l'inclusion systématique des questions liées aux droits de l'homme et à la démocratie dans tous les dialogues qui se déroulent sur une base institutionnelle ».²

À cette date, il devenait déjà de plus en plus clair que « l'objectif consistant à faire avancer les réformes et à s'engager de façon plus décisive dans le processus visant à renforcer la gouvernance et la démocratie participative [était] (...) tempéré par les événements mondiaux et régionaux », comme la Commission le formula elle-même, en y attirant l'attention cinq ans plus tard presque jour pour jour.³

Récemment, notre collègue du Parlement européen Pasqualina Napoletano s'est également exprimée sans équivoque à ce sujet et a observé que « des violations très graves [des droits de l'Homme] persistent ».⁴

1.3. La confirmation de la Déclaration de Paris du 13 juillet 2008

La Déclaration du sommet de Paris reprend expressément l'acquis du processus de Barcelone⁵. En fait partie le dialogue politique, y compris sur les droits de l'Homme. La déclaration du sommet de Paris confirme en outre l'engagement de tous les participants en faveur du renforcement de la démocratie et du pluralisme politique, de même que l'ambition de bâtir un avenir commun sur la base du respect des principes démocratiques, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

¹ Parlement européen, Commission des affaires étrangères, Rapport de Mme Pasqualina Napoletano sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée (2008/2231(INI)) du 12 décembre 2008, proposition de résolution, considérant H.

² Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, « Donner une nouvelle impulsion aux actions menées par l'UE dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratisation, en coopération avec les partenaires méditerranéens - Orientations stratégiques », COM(2003)294, 21 mai 2003, recommandation n°1.

³ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, « Le processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », COM(2008)319, 20 mai 2008, alinéa 7.

⁴ Parlement européen, Commission des affaires étrangères, Rapport de Mme Pasqualina Napoletano sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée (2008/2231(INI)) du 12 décembre 2008, proposition de résolution, alinéa 27.

⁵ Déclaration commune du sommet de Paris sur la Méditerranée du 13 juillet 2008, alinéa 11.

Dans l'esprit de beaucoup, et notamment des autorités françaises, la nouvelle organisation devrait être avant tout une « union de projets » et progresser toujours plus avant grâce à ses réalisations. Cette démarche ne doit cependant pas empêcher les États partenaires de l'Union pour la Méditerranée de marquer sans relâche leur attachement à des valeurs communes. Ces vues sont partagées par notre collègue du Parlement européen Pasqualina Napoletano. Dans le rapport qu'elle a rendu au nom de la commission des affaires étrangères du PE, elle défend l'idée que l'Union pour la Méditerranée, à laquelle appartiennent tous les États membres de l'Union européenne, ne peut pas « affaiblir la portée plus large » de la coopération euro-méditerranéenne.¹

1.4. Le développement régional comme économie de l'homme

Valeurs et valeur ajoutés : ces deux aspects n'entrent en aucune manière en contradiction l'un avec l'autre. Aussi les États membres de l'Union pour la Méditerranée devraient-ils, précisément parce qu'ils sont attachés à la nécessité du développement économique, agir également dans le but que le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales devienne réalité et que les projets mis en œuvre se mettent au service d'une économie de l'homme.

2. Pour une « véritable dimension parlementaire » de l'UpM

Au regard des valeurs mises en avant par tous les pays partenaires, l'Union pour la Méditerranée se doit, comme organisation, d'être un modèle et de donner le bon exemple. Une plus grande visibilité de la dimension parlementaire doit faire également partie des avantages à attendre de la transformation et de l'approfondissement du processus de Barcelone. Une organisation interne modifiée de l'APEM pourrait répondre à celle-ci.

2.1. Le rôle de l'APEM au sein de l'Union pour la Méditerranée

Dans la Déclaration de Paris du 13 juillet 2008, les États membres se sont prononcés en faveur d'un renforcement de la dimension parlementaire². Unie derrière son président, l'APEM a plaidé à mainte reprise en ce sens :

« L'APEM souligne la déclaration faite par le Conseil européen sur « le Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », exprime en outre son soutien à l'idée de développer des initiatives visant à promouvoir le dialogue Euro-Méditerranéen et invite la Commission Européenne à renforcer le rôle de l'APEM comme dimension parlementaire légitime du processus révisé, notamment grâce à une base juridique consolidée. »³

Au nom du Bureau de l'APEM, le président Pöttering a défendu au sommet de Paris du 13 juillet 2008 l'idée que « l'APEM doit [devenir] partie intégrante du dispositif institutionnel du "Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée", en tant que son institution parlementaire ».

¹ Parlement européen, Commission des affaires étrangères, Rapport de Mme Pasqualina Napoletano sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée (2008/2231(INI)) du 12 décembre 2008, proposition de résolution, alinéa 17.

² Déclaration commune du sommet de Paris sur la Méditerranée, du 13 juillet 2008, alinéa 17.

³ EMPA, Quatrième session plénière à Athènes, Déclaration finale du bureau, 28 mars 2008.

Comme chacun sait, cette avancée n'a pas encore eu lieu. Il faut regretter que la déclaration finale de la rencontre des ministres des affaires étrangères à Marseille des 3 et 4 novembre 2008 soit restée en deçà des attentes.

Le Parlement européen a récemment fait quelques propositions concrètes visant au renforcement du rôle de l'APEM¹. La possibilité de lui attribuer la personnalité juridique doit être envisagée, un droit de proposition propre en matière de projets doit lui échoir, de sorte qu'elle puisse proposer des partenariats dans le domaine des énergies renouvelables, de la protection contre les catastrophes naturelles, des liaisons de transport etc. ; elle doit également pouvoir assister avec le statut d'observateur aux réunions des chefs d'État et de gouvernement des États riverains du Sud de la Méditerranée et des États membres de l'Union européenne, de même qu'aux réunions du Comité permanent conjoint composé des représentants permanents des différentes légations diplomatiques à Bruxelles. Une telle situation conférerait une « véritable dimension parlementaire »² à l'Union pour la Méditerranée.

2.2. Envisager un changement de nom

Il serait temps pour l'APEM de franchir un pas supplémentaire dans ce travail de persuasion. Pourquoi ne pourrions-nous pas modifier, ou plutôt corriger, de notre propre initiative la dénomination de notre assemblée pour qu'elle s'appelle « Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) » ? Aux yeux du citoyen, l'engagement de l'Union pour la Méditerranée envers la démocratie libérale apparaîtrait ainsi de manière plus parlante.

2.3. Jusqu'à une nouvelle organisation interne ?

Ce changement d'appellation devrait cependant être plus qu'un changement de dénomination. Il supposerait que l'APEM se structure différemment. Elle pourrait ainsi assumer à l'avenir un rôle plus important avec des possibilités accrues d'action et de contrôle sur les gouvernements, aussi bien grâce à une position renforcée vis-à-vis des autres organes de l'Union pour la Méditerranée qu'en raison d'une rénovation de son organisation interne.

Au sujet de l'organisation interne de l'APEM, la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen a défendu l'idée que « tous les membres de l'APEM devraient être en mesure de mettre en place des groupes sur la base des familles politiques ». L'efficacité des méthodes de travail s'en trouverait accrue, comme celle de la coordination des positions politiques. En même temps, la distribution actuelle entre parlements des partenaires méditerranéens, parlements des États membres de l'Union européenne et Parlement européen serait ainsi surmontée. À travers cette nouvelle organisation, l'APEM se développerait, de forum parlementaire qu'elle est, dans la direction d'une assemblée parlementaire classique et se rapprocherait, de par ses missions, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.³

Cette proposition devrait être mise en discussion au sein de l'APEM.

¹ Parlement européen, Commission des affaires étrangères, Rapport de Mme Pasqualina Napoletano sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée (2008/2231(INI)) du 12 décembre 2008, proposition de résolution, alinéa 11.

² Parlement européen, Commission du commerce international, Rapport pour avis de M. Kader Arif sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée (2008/2231(INI)) du 6 novembre 2008, Suggestions, alinéa 24.

³ Parlement européen, Commission des affaires constitutionnelles, Rapport pour avis de M. Íñigo Méndez De Vigo sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée (2008/2231(INI)) du 21 octobre 2008, Suggestions, alinéa 7.

3. Un engagement renforcé en faveur de valeurs communes

En tant qu'assemblée parlementaire, l'APEM est particulièrement qualifiée pour obtenir un engagement renforcé en faveur de valeurs communes. Les instruments correspondants doivent être développés et perfectionnés.

3.1. Des critères de choix politiques dans la mise en oeuvre des projets

Le président de l'APEM M. Hans-Gert Pöttering a d'ores et déjà proposé que nous soyons régulièrement informés de l'état d'avancement des projets. Je m'associe à sa suggestion. Je suis par ailleurs persuadé que nos prises de position trouveront un écho plus grand encore si nous sommes attentifs à ce que les partenaires participants prennent en compte tous leurs engagements dans la mise en œuvre des projets. Cela vaut tout particulièrement pour le respect des droits de l'homme et le renforcement de la démocratie. Comme parlementaires et membres de l'APEM, il est de notre devoir de poursuivre cette préoccupation quand nous nous confronterons à la mise en œuvre de projets dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.

Agir dans le sens d'une conditionnalité politique stricte serait tout aussi irréaliste que contre-productif. L'APEM pourrait cependant publier que, dans la mise en œuvre des projets, elle accorde une valeur particulière à des critères de choix politiques, le soutien d'initiatives issues de groupements de citoyens pouvant en faire partie.

3.2. Soutien aux hommes politiques menacés ou poursuivis ?

Il existe déjà, tant au sein du Bundestag qu'au niveau interparlementaire, une série d'initiatives de soutien aux hommes politiques et aux parlementaires menacés ou poursuivis.

Le Bundestag a adopté le 11 décembre 2003 une motion intergroupe visant au soutien des défenseurs des droits de l'homme menacés.¹ Cette motion constitue la base d'une action du Bundestag fondée sur le principe que la protection des parlementaires passe par les parlementaires. C'est la commission des droits de l'Homme et de l'aide humanitaire qui a compétence pour coordonner cette action en faveur des hommes et femmes politiques menacés ou poursuivis. Elle reçoit en ce domaine le soutien des délégations respectives du Bundestag auprès de l'Union interparlementaire (UIP), de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et de l'Assemblée parlementaire auprès de l'OCDE (AP-OCDE). Au nombre des options d'action possibles, il est notamment proposé d'attirer l'attention, à l'occasion d'entrevues avec les responsables politiques à l'étranger ou dans son propre pays, sur les défenseurs des droits de l'Homme menacés ou retenus en détention, de même que de participer à l'étranger à des missions d'observation des procès correspondants ou de rendre des visites en prison.

Au niveau de la coopération interparlementaire, l'UIP a institué un comité dédié aux droits fondamentaux des parlementaires : le comité des droits de l'homme des parlementaires. Tout aussi bien les délégués que leurs proches ou collègues peuvent déposer des recours auprès de ce comité de l'UIP en invoquant des conditions de travail inacceptables, des arrestations arbitraires ou des procédures judiciaires abusives. Adoptées sous forme de résolutions à l'occasion des sessions annuelles de l'UIP, les listes nominales des parlementaires concernés sont transmises

¹ Impression n°15/2078, site des documents d'impression du Bundestag, <http://drucksachen.bundestag.de/>.

aux membres, afin que les parlements nationaux respectifs prennent les mesures appropriées en faveur des parlementaires étrangers, hommes et femmes.¹

La commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'APCE observe également les conditions d'activité des défenseurs des droits de l'homme et soutient leurs efforts au sein des États membres. Sur cette base, elle établit des rapports, les défère à l'assemblée plénière et peut déposer des propositions de résolution.²

L'APEM s'est elle aussi prononcée en faveur de la protection des parlementaires, lorsqu'elle a exigé, le 27 mars 2008, que l'immunité parlementaire soit respectée.³

Pour agir en faveur des hommes politiques menacés ou poursuivis, l'APEM pourrait, en s'appuyant sur la pratique en vigueur au Bundestag comme au sein d'autres assemblées parlementaires internationales, prendre en charge cette question sous forme de mission transversale. Nos rapporteurs pourraient s'engager à accorder systématiquement au problème une attention plus soutenue dans l'accomplissement de leur travail parlementaire, ou bien un groupe de travail ou une commission existante pourrait veiller au respect d'un code de conduite approprié.

¹ Cf. <http://www.ipu.org/iss-f/hr-law.htm>

² Cf. http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Committee/JUR/role_F.htm

³ APEM, Recommandation du 27 mars 2008 adoptée sur la base du projet déposé au nom de la commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme, alinéa 43.

2. Contribution of Mr. Rosario Giorgio Costa:

The Committee on Political Affairs, Security and Human Rights of the Euromediterranean Parliamentary Assembly,

A. Taking into account the conclusions of the Euromediterranean Conference at Marseilles, which definitively establish a transition from the Barcelona Process to a Union for the Mediterranean,

1. Welcomes the new structure of the Partnership, which undeniably confers stability to Euromediterranean relations which had been so far too dependent on the six-month rotation of the EU presidency while strengthening the principle of shared responsibility and providing greater visibility to the Barcelona Process through a small number of major projects;

2. Hopes that the Euromediterranean Partnership will keep its most innovative feature, i.e. the division into three inter-related tenets, to be implemented in a balanced and consistent fashion, in which the search for new political balance in the area, economic development, and cultural dialogue are mutually supporting and reinforcing;

3. Emphasizes that a swift and effective transition towards the establishment of that vast free trade area which is the primary goal of the Barcelona Process - Union for the Mediterranean may not be reached without an effective and shared security policy, especially the fight against terrorism in all its forms moving from a common view on its manifold and complex nature and the most effective tools to contrast it and the fight against piracy, an increasingly alarming phenomenon against which Italy has promoted actions for "common Mediterranean security", to be developed alongside the infrastructural dimension, which characterises the major projects of the Union for the Mediterranean;

4. Emphasizes the shortcomings of the new model of governance outlined in Marseilles, especially the failure to recognise the parliamentary dimension, which should instead account for a key feature of Euromediterranean dialogue;

5. Recalls that the consultative authority vested into the EMPA in Naples has never been activated, and that all EMPA decisions and recommendations have been adopted on the Assembly's sole initiative, rather than in response to a request for opinion from other institutions of the Partnership, and that the establishment of the Union for the Mediterranean, with a stable co-presidency, governance bodies and a permanent secretariat, lays down the foundations for structural dialogues between the ministerial and parliamentary components of the Partnership;

6. Hopes that the EMPA will formally receive all main policy papers of the Partnership conclusions of Euromediterranean Conferences and sectoral meetings, policy papers of the European Commission drafted in the framework of the neighbourhood policy and in preparation of regular meetings of the association councils between the EU and partner countries –, so that it may issue its views on such documents; in order to ensure maximum transparency and visibility of the interministerial dimension of the partnership, it hopes that one or more members of the Assembly, as designated time to time by the appropriate committee, may participate in sectoral and ministerial meetings, as is already the case with the rotating presidency of the EMPA on the occasion of Euromediterranean conferences.

The recent Euromediterranean Conference at Marseilles, which led to the approval of a long and detailed document, has definitively marked the transition from the Barcelona Process to the Union for the Mediterranean. This transition provides Euromediterranean partnership with a permanent secretariat, revolving around a two-year co-presidency ensuring equal involvement of the two shores of the Mediterranean in the decision-making process; a joint permanent committee, including the representatives of all member countries, partner countries and the European Commission; a lean permanent secretariat monitoring the six major projects agreed by the Paris Conference and their harmonisation with other initiatives, especially at regional level, on related matters.

The new structure of the partnership undeniably stabilises Euromediterranean relations which were so far too dependent on the six-month rotating presidency of the EU –, strengthens the principle of shared responsibility and provides more visibility to the Barcelona Process through a small number of major projects. Although they inevitably meet only a few development requirements of the Southern shore, such projects account for a significant and balanced sample, focused as they are on such major areas of concern as sea pollution, infrastructure – especially transport, civil protection, alternative energy sources, higher education, business policy. It will be necessary to monitor how far these projects can act as catalysts and attract European and Arab private investors, whose absence from the first and long phase of the Barcelona Process has caused its partial failure. In order to foster the involvement of the business community in the new Euromediterranean approach, Italy has organised an *ad hoc* economic forum in 2009, to be held in Milan.

It will be equally important to make sure that an evolving Euromediterranean partnership should not lose its cutting-edge three-tenet approach, whereby each tenet is implemented in a consistent and balanced fashion, with a view to ensuring that the search for a new political balance, economic development and cultural dialogue are mutually reinforcing. An effective transition towards the establishment of a free trade area, which is the primary goal of the Barcelona Process - Union for the Mediterranean seems unattainable in the short term unless shared security policies are put in place to tackle two major challenges: the fight against terrorism in all its forms, which should move from a common view of the complex and manifold nature of terrorism, and an agreement on the tools to effectively confront it and a common strategy against the alarming growth of piracy, a challenge that Italy is facing through the promotion of "common Mediterranean security", to be developed alongside the major infrastructural projects I mentioned above. A first important exchange of views in this connection will be the 2009 Mediterranean Forum of Coastal Guards.

While I welcome the new process set in motion by the Union for the Mediterranean, hoping that this development will complement rather than replace the partnership tools envisaged in Barcelona in 1995 (most notably amongst which the association agreements, which are an important step towards the establishment of a Euromediterranean free trade area) and in the European neighbourhood policy, I nonetheless feel the need to underline the shortcomings of the new model of governance, especially the failure to recognise the parliamentary dimension, which should be a cornerstone of Euromediterranean dialogue.

In the recommendation agreed in Jordan and submitted to the Marseilles Euromediterranean Conference, the EMPA requested to be recognised part and parcel of the Barcelona Process - Union for the Mediterranean, as its parliamentary institution, and was looking forward to the

establishment of a legal basis and formal links with the governmental level, which should develop a number of practical details regarding the participation of one in the meetings of the other and the drafting of interconnected programmes of meetings.

The reply included in the Marseilles Conference may not be considered satisfactory. Foreign Ministers merely said that the EMPA "reinforces the democratic legitimacy of the Partnership", took note of the recommendation, underlined that the Barcelona Process - Union for the Mediterranean requires a strong parliamentary dimension and that as a consequence the position of the EMPA should be further consolidated and its work better articulated with the other institutions of the partnership. Furthermore, the paragraph of the Marseilles Final Declaration comes under the heading "Relations with Parliaments, local and regional authorities" and is followed by another paragraph on the Forum of Local and Regional Authorities held on 22 and 23 June 2008 in Marseilles, which discussed a proposal to create a Euro-Mediterranean Regional and Local Assembly, to be associated to the ministerial level on an equal footing with the EMPA.

The Conclusions of the Euromediterranean Conference should account for a basis (which is presently largely insufficient) from which to revive the role of the EMPA, by introducing concrete and detailed proposals. First of all, it is necessary that the Bureau, in preparing the work programme and the topics that parliamentary committees will be called to consider, take into account the priorities set by the ministerial level, by which I mean, first of all, monitoring the six major projects on which the revitalisation of Euromediterranean cooperation has been based since the Paris Conference and the work programme agreed in Marseilles, especially the 15 sectoral meetings to be held in 2009 on such crucial issues like water, sustainable development projects, transport and urban development, higher education and scientific research, energy, environment, women empowerment, economic transition, FEMIP, ECOFIN, trade, food security, farming and rural development, justice, freedom and security, foreign affairs, human development. The recommendation agreed in Jordan rightly stressed the need that the EMPA be invited to these meetings. We need to insist on this point, so that one member of the appropriate Committee designated by the Committee's Chairperson may take part in the ministerial meetings and then report on those. It is also necessary to publish documents agreed in ministerial meetings and raise their official status (be they conclusions or declarations). How and when these documents are made available is not always clear. This is most unfortunate, because they account for important steps in the implementation of the Barcelona Process, include accurate assessments on the status progress in a given sector and provide guidelines for medium and long-term interministerial action. Failure to make them officially available and transmit them to the EMPA President for submission to our Assembly may invalidate the consultative role that was granted to us by the Euromediterranean Conference at Naples. Let me recall the wording adopted by the ministers of the partner countries in the Barcelona Process, because it still awaits implementation: "The Ministers welcomed the creation of a Euro-Mediterranean Parliamentary Assembly and agreed to include this new body, in a consultative capacity, in the framework of the Barcelona Process. They expressed their conviction that this step will provide the Process with further visibility and transparency, thereby bringing the Partnership itself closer to the interests and expectations of public opinions in the region. In this context, the Ministers stressed that the Assembly will add to the depth of the Barcelona Process, ensuring complementarity with the existing institutions of the Partnership".

In fact, a consultative capacity has never been vested into our Assembly and all decisions and recommendations we adopted were merely the outcome of our own initiative. The other institutions of the Partnership have never requested our opinion. This was partly owing to the non-permanent nature of those institutions, linked as they were to the six-month rotating presidency of the EU. Therefore, the establishment of the Union for the Mediterranean, with a two-year presidency which closely mirrors our four-party Bureau, governance bodies and a permanent secretariat provides us with an opportunity to revive, or start anew, a more relevant consultative capacity. This capacity should be pursued through constant dialogue at all levels, but moving from the possibility to formally receive all the main policy papers of the Partnership, i.e. the conclusions of Euromediterranean Conferences and sectoral meetings, policy papers of the European Commission – both developed in the framework of the neighbourhood policy and in preparation of the regular meetings of Association Councils between the EU and partner countries (the latter being instrumental in developing a free trade area). On each of these documents, the EMPA can and should be in a position to express its opinion; this would be an important first step towards the full integration of the parliamentary dimension in the Barcelona Process, to be accompanied, as further guarantee of transparency and visibility, by the participation of one or more members of the EMPA as observers to ministerial meetings, following what is already happening for the rotating presidency of our Assembly during Euromediterranean Conferences. For practical purposes, but short of creating unwelcome mingling of the parliamentary and interministerial levels, it would be useful to start a process of mutual information between the secretariat of the Barcelona Process - Union for the Mediterranean and the future EMPA secretariat. Drawing from the positive experience of the COSAC, the Italian Parliament would like the new EMPA secretariat to be lean and functional to the business of the rotating Presidency and the Bureau.

3. Contribution de M. Mohamed-Kamel Rezgui (contribution not yet transmitted)

4. Contribution of Mr. Raimon Obiols i Germa

1. The Union for the Mediterranean (UfM) should have as a priority the maximum development of cooperation mechanisms among countries in the region through effective methods with the aim of reducing the economic, social and political gaps. The strengthening of the UfM would contribute significantly, with the active engagement of everybody, to the objective of creating a common space of peace, prosperity and stability, through a negotiated settlement of conflicts, mutual understanding and respect for human rights and individual and collective freedoms.
2. The institutional and administrative inflation of the UfM should be avoided, which must rely on the experience and practice of the Barcelona Process and avoid overlapping of initiatives and structures as well as the proliferation of new agencies.
3. It is necessary to accurately establish the strategic objectives and projects of the UfM for the development of the region. The investment should be encouraged, both from public and private sectors, which will require a good project design and a more reliable, efficient and transparent management. The implementation of mechanisms and financial resources do not depend on their limitation but on the existence of reliable proposals in order to transform short-term resources into medium and long-term financings from well-designed projects, executed with precision and solvency.
4. The perceived benefits of the projects by the public are also an essential objective, which requires giving them the maximum visibility. The implementation of concrete projects, with tangible benefits for citizens, will help to create greater awareness of the importance of cooperation promoted by the UfM.
5. More mechanisms should be implemented to allow civil society from the countries of the UfM to learn, participate and articulate ideas, initiatives and proposals for the development of actions and projects of the UfM. Civil societies, associations and NGOs, the private sector and local communities should have facilities that allow discussion and participation. In general, the implementation of the UfM should mean more and better processes of dialogue and exchange of ideas, projects and good practices among the Mediterranean countries.
6. In particular, the twinning of regional and local government should be promoted and encouraged. City mayors and heads of regions must be key actors in developing the initiatives promoted by the UfM.
7. Shared management and responsibilities for migration flows is a fundamental objective in the Mediterranean. It must be exercised in a climate of trust, giving priority to respect for human rights, solidarity and internal cohesion of societies and to combat illegal trafficking that exploits people.
8. Creating a climate of trust is essential to the success of the UfM and its projects. In order to achieve this, the precondition is a more active involvement of all UfM members for the

resumption of a peace process in the Middle East, which gives a just solution to the Palestinian people's rights to have a viable State, and the Israeli people to live in safety. We need a strong determination of Europe in this regard.

Theme 2

"Freedom of expression and the respect for religious beliefs"

Co-Rapporteurs:

Mr. Jordi Pedret - Spain

Ms Zeynep Dagi - Turkey

Ms H el ene Flautre - European Parliament, France

5. Contribution of Mr. Jordi Pedret:

1. Reminds that recognition of the right to freedom of religion (article 18) and the right to freedom of expression (article 19) are part of the Universal Declaration of Human Rights, a document that binds all country members of the Euro-Mediterranean Union, and for this reason reaffirms that:
 - a. It must be recognized and respected the right of every single person to freedom of thought, conscience and religion, as it is stated in article 18 of the Universal Declaration of Human Rights. This right includes the freedom to change his religion or belief, and freedom, either alone or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief in teaching, practice, worship and observance.
 - b. It must be recognized and respected the right of every single person to freedom of opinion and expression, as it is stated in article 19 of the Universal Declaration of Human Rights. This right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.
2. In relation to these two rights, considers that it must guarantee that the basic core of the right to freedom of opinion and expression do not never collide with the basic core of the right to freedom of thought, conscience and religion, which can not be affected by the published opinions about the own beliefs.
3. Attracts the attention about one of the possible conflicts that can appear when the exercise of the right to freedom of expression affects one peripheral sign of the right to freedom of thought, conscience and religion, as it is the religious feelings of the people. In this sense, it is necessary to take into account that it must be guaranteed the respect to the religious feelings of all the religions, and not only the biggest and traditional ones, and also respect the feelings of the people who have no religion, are agnostic or atheist.
4. Emphasizes that it is necessary to avoid that the restrictions to the right to freedom of opinion and expression established to prevent the clash of religious feelings, can not affect the basic core of this right, as it is one of the fundamental basis to any democratic system and because a State based on the rule of law could not exist without it.

5. Considers that, in any case, the best solution to treat this matter is not the repression of the freedom of expression when someone goes beyond the limits of respect to the right to freedom of thought and religion –expressed as religious feelings-, but an education based on the coexistence, respect and mutual understanding among the different religions and branches of the philosophical and ethical thought, which has to be promoted by the public powers of the Union’ States, by their Universities and by the whole of their education systems.

6. Contribution of Ms Zeynep Dagi:

The Euro-Mediterranean Parliamentary Assembly,

A. Recalling the international instruments, inter alia, Universal Declaration of Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights, that safeguard freedom of expression and freedom of religion,

B. Recalling also the joint statement issued on 8 February 2006, by three special rapporteurs of the UN Human Rights Committee, the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, and the Special Rapporteur for the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression,

C. Reaffirming the Vienna Declaration and Programme of Action, adopted by the World Conference on Human Rights in 1993, which proclaimed that all human rights are universal, indivisible and interdependent and interrelated,

D. Recognizing the interrelated and interdependent nature of freedom of expression and freedom of religion,

E. Bearing in mind that freedom of expression and freedom of religion are two equally fundamental rights that constitute the bedrock of any democratic society,

F. Considering that respect for freedom of expression and religious beliefs are two inseparable principles that must be equally protected and that neither should be upheld at the expense (to the detriment) of the other,

G. Emphasizing that the European Court of Human Rights also acknowledges that there exist permissible restrictions to freedom of expression, in particular in cases involving incitement to hatred, including religious hatred,

H. Welcoming the initiatives promoting interreligious and intercultural dialogue, in particular, the Alliance of Civilizations,

1. Emphasizes that in the supreme interest of the democracy, social order and international peace, freedom of expression and freedom of religion should be exercised with a strong sense of responsibility to ensure that the two rights remain mutually reinforcing;

2. Recognize the universal significance of human rights and fundamental freedoms, including the freedom of thought, conscience, religion or belief and the freedom of expression respect for

which is an essential factor for the peace, justice and wellbeing necessary to ensure the development of friendly relations and co-operation among EMPA member themselves as among all states;

3. Respects human rights and fundamental freedoms, including the freedom of thought, religion or belief, for all without distinction as to race, sex, language or religion. This right shall include freedom to have or to adopt a religion or belief of her/his choice, either individually or in community with others and in public or private, to manifest her/his religion or belief in worship, practice and teaching;

4. Reaffirms that everyone will have the right to freedom of thought, conscience and religion and condemns all discrimination and violence against any religious group or individual believer or unbeliever;

5. Recalls that freedom of expression is one of the priority issue of the EMPA human rights dialogue and a key element of the EMPA's policy in promoting human rights and democratization;

6. Reemphasizes that everyone have the right to freedom of expression, including the right to dissemination of information and communication. This right will include freedom to hold opinions and to receive information and ideas without interference by the state. No limitation will be imposed on access to, and use of, means of reproducing documents of any kind, while respecting, however, rights relating to intellectual property.

7. Contribution of Ms Hélène Flautre

A. Considérant le droit international des droits de l'Homme applicable en matière de liberté de pensée, de conscience et de religion et de liberté d'opinion et d'expression, notamment la Déclaration Universelle des droits de l'Homme en ses articles 18 Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, autant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites et 19 Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ;

B. Considérant l'adoption de la Déclaration et du programme d'action de Vienne par la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme en 1993 proclamant que tous les droits de l'Homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés ;

C. Considérant la déclaration commune du 8 février 2006 du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, du Rapporteur Spécial sur la liberté de religion ou de conviction et du Rapporteur Spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ;

D. Considérant la recommandation de l'Assemblée Parlementaire Euro-méditerranéenne sur les résultats du Sommet de Barcelone et les perspectives du Partenariat Euro-méditerranéen adoptée le 27 mars 2006 ;

E. Considérant la déclaration de Barcelone des 27 et 28 novembre 1995 reconfirmée par les chefs d'Etats à Barcelone en 2005 ;

1. Rappelle que la liberté d'opinion et d'expression et la liberté de pensée, de conscience et de religion constituent des droits fondamentaux reconnus comme des fondements essentiels d'une société démocratique par le droit international en ce qu'ils garantissent la tolérance, le pluralisme et l'épanouissement de chacun contre les ingérences de l'Etat ;

2. Rappelle que la liberté de pensée, de conscience et de religion s'applique aux convictions religieuses, athées ou agnostiques ;

3. Insiste sur l'interdépendance de la liberté d'opinion et d'expression et de la liberté de pensée, de conscience et religion, souligne en particulier leurs interactions la liberté d'opinion et d'expression constitue le prolongement de la liberté de religion ;

4. Rappelle à cet égard que la liberté d'opinion et d'expression crée un espace public de libre discussion qui implique aussi un droit de critique y compris des dogmes et des pratiques religieuses ;

5. Condamne en conséquence toute tentative de subordonner l'exercice de l'une de ces libertés à l'autre, rappelle que les garanties de la liberté d'opinion et d'expression et de la liberté de pensée, de conscience et de religion répondent à des valeurs et principes jurisprudentiels communs et insiste en conséquence sur la nécessité d'exercer ces libertés de manière responsable, complémentaire et harmonieuse ;

6. Rappelle que ni le droit à la liberté d'opinion et d'expression ni le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ne constituent des droits absolus et qu'ils sont soumis à des régimes quasi similaires de restrictions, à savoir :

- en temps de guerre ou dans le cas d'une situation d'urgence menaçant la vie de la Nation ;
- au moyen de mesures restrictives prévues par la loi en pleine compatibilité avec le droit international qui soient appropriées et strictement nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui ;

7. Insiste sur le monopole exclusif d'un organe judiciaire indépendant et impartial pour procéder à l'exercice de proportionnalité ayant vocation à réguler les interactions entre le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ;

8. Insiste sur les obligations qui incombent aux Etats de respecter et de protéger la liberté d'opinion et d'expression et la liberté de pensée, de conscience et religion -exercées individuellement ou collectivement - sans discrimination de race, de nationalité, de langue, de religion ou de sexe ; insiste également sur leurs engagements visant à promouvoir la tolérance entre les différents groupes de la société et de combattre l'intolérance, le racisme et la xénophobie ; condamne par conséquent toutes les formes de persécution à l'encontre de la liberté de pensée, de conscience et religion qu'il s'agisse des minorités religieuses, des journalistes, des scientifiques, des artistes et des écrivains ;

9. Condamne fermement tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination ou à la violence ; rappelle que les droits à la liberté de réunion et à la liberté d'association doivent être garantis lorsqu'ils sont exercés de manière pacifiste au même titre que la liberté d'opinion et d'expression et la liberté de pensée, de conscience et religion ;

10. Réso NU sur incitation à la haine